

**Proche-Orient - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«Europe1»**

(Paris, 05 janvier 2017)

(...)

Q - On a presque fait le tour de tous les chaos du monde dans lesquels la diplomatie française est impliquée. Jean-Marc Ayrault, on parle de cette conférence que vous organisez la semaine prochaine à Paris pour essayer de progresser sur le conflit israélo-palestinien.

Jean-Marc Ayrault organise la semaine prochaine à Paris une grande conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien, 71 pays ont répondu à l'appel de la France mais les Israéliens et les Palestiniens ne seront pas là. Les Israéliens ne sont pas du tout contents de l'organisation de cette conférence. Expliquez-nous pourquoi vous les dérangez à ce point-là ?

R - Je pense qu'il faut regarder la situation en face sur le terrain. La situation sur le terrain est dramatique, avec un risque d'augmentation de la violence, de l'hostilité qui existent entre Palestiniens et Israéliens. Je dirais que cette situation est dangereuse pour la sécurité d'Israël elle-même. Alors que vous savez bien que la France est un pays ami d'Israël depuis le début, depuis l'origine. Récemment j'étais avec le président de la République aux obsèques de Shimon Peres et nous avons rappelé toute cette histoire de la relation particulière qui existe entre la France et Israël. Donc, nous, quand nous agissons, nous agissons parce que nous avons une amitié et une fidélité en amitié à l'égard d'Israël.

Mais cette situation, si elle dure, où la perspective d'un État palestinien s'éloignerait et même deviendrait impossible, alors cela devient un vrai danger pour Israël, pour la sécurité d'Israël. C'est là que nous avons effectivement un désaccord avec le Premier ministre israélien ; ce que nous faisons, ce n'est pas par hostilité, c'est pour essayer de créer un climat favorable à la reprise des négociations et qui, si elles doivent reprendre, peuvent avoir lieu qu'entre Israël et Palestiniens. Pour l'instant, tout est bloqué, il ne se passe rien.

Quand j'ai été nommé par le président de la République pour revenir au gouvernement en février l'année dernière, cela faisait partie de mon plan d'action de créer les conditions d'une conférence pour reprendre une initiative de paix au Proche-Orient.

Depuis, il s'est passé un certain nombre de choses. Nous avons fait une réunion où il y avait moins de pays, où il y avait à peu près la moitié du chiffre 71 que vous avez cité, le 3 juin. Et je dois dire que cela a eu une utilité même si cela n'a pas réglé les problèmes, mais cela a eu

une utilité qui est quand même essentielle : c'est que cette initiative remet à l'agenda international la question du conflit israélo-palestinien qui dure et qui dure....

Q - ... qu'on a oublié à cause de la Syrie, parce qu'il y a l'Irak...

R - Moi, ce qui me frappe dans tous mes échanges internationaux, c'est qu'il y a un certain nombre de gens qui pensent que c'est un conflit secondaire...

Q - ...qui est devenu secondaire...

R - ...Irak et Syrie et que l'on verra plus tard pour ce conflit.

Alors, je crois que cela forme un tout dans cette région du Moyen-Orient et que ce qui est en train de se passer dans les territoires palestiniens, ce sont les développements d'une très grande frustration et, en particulier, dans la nouvelle génération des Palestiniens. Il ne faut pas oublier cela. Il y a des gens plus âgés qui sont peut-être plus patients mais il y a aussi toute cette jeunesse qui n'en peut plus. Je crois qu'il ne faut pas sous-estimer cette gravité.

Q - Jean-Marc Ayrault, c'est la colonisation le problème. Ce qui s'est passé, c'est que les Israéliens construisent des maisons, des immeubles sur les territoires palestiniens.

R - Cela fait partie des sujets extrêmement sensibles et qui sont vécus par les Palestiniens en Cisjordanie comme un empêchement concret, matériel, à la perspective d'un État palestinien. Plus la colonisation se développe - et quels que soient les arguments développés par les autorités israéliennes, ce n'est pas acceptable, d'ailleurs le conseil de sécurité a rappelé que c'était illégal -, cela démontre que la perspective d'un État palestinien est de plus en plus difficile.

D'ailleurs, lorsque j'ai discuté de cette question avec John Kerry, le secrétaire d'État américain, dans nos rencontres et parfois même en tête à tête, j'ai bien compris que, pour les Américains et en tout cas pour lui, il y avait cette prise de conscience - nous avons regardé ensemble les cartes, nous avons vu l'évolution de la colonisation - que l'on risquait d'arriver dans une impasse extrêmement grave, dangereuse et violente.

C'est la raison pour laquelle le Quartette, qui est constitué des Américains, des Russes, de l'Union européenne et des Nations unies, a publié un rapport il y a quelques mois qui montrait les risques de la colonisation. C'est la raison pour laquelle il y a eu cette résolution qui a été votée il y a quelques jours, juste avant Noël, par une majorité de pays avec, pour la première fois depuis très longtemps, une abstention américaine. Car il y a une lassitude de voir cette impasse dans laquelle se trouve ce pays.

Q - Que peut-il se passer à Paris, Jean-Marc Ayrault ? Honnêtement, l'Europe est out, la France est faible...

R - Pourquoi dites-vous que l'Europe est out ? Cela fait deux fois que j'entends cela.

Q - Eh bien oui, puisque l'Europe parle sur la scène européenne ? Elle existe ?

R - D'abord, il faut rappeler que c'est l'Union européenne qui apporte le plus d'aide, à la fois par ses relations économiques avec Israël, et aussi avec les Palestiniens.

Q - C'est bien, mais politiquement elle ne pèse pas l'Europe... Il y a une nouvelle administration américaine à partir du mois de janvier...

R - L'Union européenne sera autour de la table le 15 janvier prochain à Paris. Les Nations unies sont autour de la table le 15 janvier à Paris. La Ligue arabe sera présente.

Q - Que pouvez-vous espérer Jean-Marc Ayrault ?

R - Créer un climat pour créer une dynamique, recréer une dynamique. Parce que, si on reste à ne rien faire et à attendre que cela se passe, il ne se passera rien. Vous voyez bien quelle est la tendance. Donc, je suis consterné de voir cette situation se détériorer.

J'étais récemment au Liban. Le Liban, un pays ami de la France, qui s'est enfin doté d'un président, d'un Premier ministre, cela va dans le bon sens. C'était ma deuxième visite au Liban, j'y étais juste avant Noël. J'ai parlé plusieurs fois avec eux ; il y a, à la fois, les réfugiés qui viennent de Syrie, cela représente 33% de la population, et puis il y a les camps palestiniens. Les Libanais me disent : il y a une tension qui monte dans les camps. J'imagine que c'est la même chose en Jordanie. Et j'imagine que dans les territoires palestiniens c'est le même climat. Je dis : attention danger.

Nous, ce que nous voulons faire, ce n'est pas un acte d'hostilité à l'égard d'Israël - encore une fois, je démens ce faux procès -, c'est simplement créer un contexte favorable. Et c'est la raison pour laquelle je prendrai mon bâton de pèlerin pour redire à Netanyahu, pour redire à Abbas que, voilà, nous sommes prêts et voilà les propositions que nous faisons pour que vous-mêmes vous preniez vos responsabilités et qu'enfin vous rediscutiez et ne perdiez pas de vue cette perspective d'espoir pour les Palestiniens qu'est la perspective d'un État. Ceci est essentiel pour vivre à la fois en paix, côte-à-côte et en sécurité. Et puis permettre - et vous parliez de l'Europe - de donner un élan de développement au futur État palestinien.

Si on arrivait à faire la démonstration qu'on est capable de faire la paix, de créer un contexte de développement en Palestine, cela changerait complètement le climat dans cette région et on en a besoin. (...)/.